

## Bruno Retailleau veut renforcer les effectifs de l'administration territoriale de l'État

À l'occasion de son audition le 22 octobre 2024 par la commission des Lois de l'Assemblée nationale sur les crédits des missions relevant de son ministère dans le cadre de l'examen du PLF pour 2025, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau a salué l'augmentation des crédits de l'administration territoriale de l'État et la stabilisation du schéma d'emploi. Mais il a ajouté vouloir bénéficier d'une quarantaine d'emplois supplémentaires.

Lors de son audition par la commission des Lois de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur a également souhaité que **les rencontres de l'ATE fassent l'objet d'une restitution pour "en tirer les enseignements" et mettre en place un plan d'action.**

Une quarantaine. C'est le nombre d'emplois supplémentaires que le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, estime nécessaire "pour suivre les nécessités de service" de l'administration territoriale de l'État, a-t-il indiqué, interrogé sur les effectifs de l'ATE lors de son audition par la commission des Lois de l'Assemblée nationale sur les crédits 2025 des missions "Administration générale et territoriale de l'État", "Sécurité" et "Immigration, asile et intégration", mardi 22 octobre en fin de journée.

Concernant la mission AGTE, le projet de loi de finances pour 2025 en préserve les crédits avec une augmentation de 300 millions d'euros. Ce que n'a pas manqué de saluer Bruno Retailleau, alors que le budget 2025 doit permettre de réaliser près de 61 milliards d'euros d'économies, dont 40 milliards en réduisant les dépenses des administrations publiques.

**"Je me battraï"**

**"Ces crédits vont notamment permettre de soutenir les préfectures – et bien sûr les sous-préfectures** - ainsi que les directions départementales interministérielles avec l'objectif marqué de renforcer l'investissement et avec la volonté de renforcer les moyens immobiliers à hauteur de 30 millions d'euros de plus", a précisé le ministre soulignant par ailleurs les 296 millions d'euros qui seront consacrés en 2025 au nouveau site du ministère qui va rassembler à terme à Saint-Denis quelque 2 500 agents en recyclant des installations du site olympique d'accueil des athlètes.

Le nouveau locataire de la place Beauvau a indiqué vouloir **"se battre pour que le ministère de l'Intérieur ne soit pas uniquement le ministère de la sécurité"**. "Il est vrai que l'actualité, les regards se portent sur les forces de sécurité **mais je tiens beaucoup à l'administration territoriale de l'État**", a-t-il insisté, reconnaissant que ces services (qui n'ont cessé de perdre des postes jusqu'en 2021, avant d'être stabilisés puis de légèrement progresser en 2024) sont "à l'os".

Si la hausse de 2024 n'est pas reconduite, il n'y aura pas en 2025 "de réductions d'effectifs", le schéma d'emploi étant stable, a-t-il rassuré en réponse à la rapporteure de la mission Agnès Firmin Le Bodo (Seine-Maritime, Horizon et Indépendants), indiquant vouloir **"gagner quelques dizaines de postes"**, en l'occurrence une quarantaine a-t-il précisé plus tard. **"Je me battraï car nous avons la masse salariale nécessaire mais il faut que Bercy déverrouille le schéma d'emploi"**, a-t-il ajouté.

Dépêche n°720134 Par Clarisse Jay Publiée le 23/10/2024



Rejoignez-nous